

Corbo Vittorio, Krueger Anne O., and Ossa Fernando (Ed)
*Export-Oriented Development Strategies : The Success of Five
Newly Industrializing Countries*. Boulder and London,
Westview Press, Coll. « Westview Special Studies in Social,
Political, and Economic Development », 1985, 350 p.

Bertrand Nézeys

Volume 17, numéro 4, 1986

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702100ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702100ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Nézeys, B. (1986). Compte rendu de [Corbo Vittorio, Krueger Anne O., and Ossa Fernando (Ed) *Export-Oriented Development Strategies : The Success of Five Newly Industrializing Countries*. Boulder and London, Westview Press, Coll. « Westview Special Studies in Social, Political, and Economic Development », 1985, 350 p.] *Études internationales*, 17(4), 897–899.
<https://doi.org/10.7202/702100ar>

fracassante par des fluctuations excessives des taux de change et d'intérêt. Selon le pire scénario, la valeur du dollar pourrait tomber à 128 yens, à 1,33 DM et à 0,93 FS!

Marris est conscient des contraintes politiques à la poursuite de politiques de régulation économique pour prévenir ou atténuer les évolutions dramatiques portées par les déséquilibres en cours. Chaque gouvernement est conditionné par le legs du passé, tel qu'il apparaît dans les comptes financiers et dans les principes directeurs. C'est ce qui explique les politiques restrictives de redressement pratiquées en Europe au cours des années récentes. Aux États-Unis, une philosophie de réduction du fardeau fiscal, de réarmement et de rigueur monétaire a causé un déficit budgétaire effarant, lourd de conséquences pour l'économie mondiale.

La solution au problème courant est théoriquement facile à déterminer: il s'agit de réduire le déficit aux États-Unis et de pratiquer des politiques fiscales et monétaires plus expansionnistes en Europe et au Japon. L'équation de l'épargne et de l'investissement serait ainsi mieux réalisée à la fois aux États-Unis (par augmentation de l'épargne) et au Japon (par augmentation de l'investissement).

Au point de vue institutionnel, Marris espère que la crise dramatisera la nécessité d'un renouveau de la coopération effective entre les grandes nations. Malgré le caractère spectaculaire des sommets de tout ordre et la multiplicité des organismes internationaux de coopération, les politiques demeurent conditionnées par les impératifs et les préjugés nationaux. Les suggestions faites par Marris sont multiples et vagues. Elles aboutiraient, en fait, à un renforcement de la bureaucratie internationale. Malgré son expérience, Marris n'a pas encore surmonté sa naïveté à cet égard.

Bien que les conclusions de l'auteur rejoignent celles faites tout récemment par David Stockman, ancien directeur du budget auprès de la Maison-Blanche, elles n'ont pas encore été entérinées par les marchés financiers au printemps 1986. Ceux-ci sont encore en voie de capitaliser les effets positifs de la

chute du prix du pétrole. Survenue après la parution de l'étude prospective de Marris, cette circonstance heureuse ne semble pas avoir été escomptée dans toute son ampleur par l'auteur. Ceci montre à quel point les scénarios économétriques les mieux élaborés peuvent être rapidement invalidés, du moins en partie, par des faits exogènes nouveaux. L'histoire de la macro-économétrie est jalonnée de scénarios dramatiques tombés en désuétude. Que l'on se rappelle ceux relatifs à la pénurie structurelle de dollars des années cinquante, de la pléthore de dollars des années soixante, de la pénurie d'énergie des années soixante-dix, des effets du surendettement des années quatre-vingts. À force d'avoir crié trop souvent « au loup », les macro-économètres ont de la peine à se faire encore entendre.

Bien qu'elle alimente utilement l'imagination, l'étude de Marris ne devrait pas alarmer outre mesure. Si les conclusions qu'il tire d'un diagnostic sérieux sont plausibles, les marchés ont des vertus auto-correctrices qui dépassent l'entendement des keynesiens invétérés.

Roger DEHEM

Département d'économie
Université Laval, Québec

CORBO Vittorio, KRUEGER Anne O., and OSSA Fernando (Ed) *Export-Oriented Development Strategies: The Success of Five Newly Industrializing Countries*. Boulder and London, Westview Press, Coll. « Westview Special Studies in Social, Political, and Economic Development », 1985, 350 p.

Cet ouvrage est le résultat d'un colloque qui s'est tenu au Chili en 1981 à la « Pontificia Universidad Católica » et qui était consacré à l'examen de l'expérience des pays d'Asie du Sud-Est, et aussi du Chili, qui ont suivi des politiques économiques orientées vers l'exportation (Pays nouvellement industrialisés).

De nombreuses études ont déjà montré combien le style de développement suivi par

Hong-Kong, Singapour, Taiwan et la Corée du Sud diffère de celui de la plupart des autres pays en développement, lesquels continuent, pour la plupart, à s'en tenir à la vieille stratégie de l'industrialisation par substitution des importations. Mais l'expérience, presque trentenaire de ces pays, permet aujourd'hui des analyses beaucoup plus fines et plus circonstanciées que l'invocation d'un quelconque miracle. Il n'y a pas eu de miracle mais seulement, si l'on peut dire, volonté politique et confiance dans le rôle, considéré comme irremplaçable, des impulsions économiques internes et externes sur l'allocation des ressources, alors qu'ailleurs c'est tout l'appareil de l'État qui est mobilisé pour encourager, inciter, freiner, encadrer, orienter directement l'économie sans que personne ne parvienne plus à discerner si les impulsions de l'État l'emportent vraiment sur les freinages bureaucratiques.

Au travers de la description des expériences de la « bande des quatre » – et dans une moindre mesure de celle du Chili – on perçoit mieux les conséquences qu'a eu pour ces pays le changement souvent brutal de politique économique.

V. Corbo et F. Fossa rappellent opportunément que la mise à jour d'une corrélation entre le « degré d'ouverture » et le taux de croissance ne signifie pas que l'augmentation du premier explique à lui seul la forte croissance. L'augmentation des exportations est évidemment dans le cas présent une variable essentielle, mais n'est malgré tout qu'une variable parmi d'autres. C'est dire qu'il ne faut jamais perdre de vue les autres variables telles que la structure du produit national, l'accumulation du capital et la structure de la force de travail.

En dépit d'une certaine homogénéité des quatre pays concernés, les auteurs insistent sur le fait qu'il ne s'agit pas d'évolutions identiques relevant d'un schéma théorique précis et pré-établi. Deux des pays concernés sont de très petite taille (villes-États) et ne disposent pas de terres, ce qui exclut pour eux toute tentative d'envisager une quelconque « autonomie alimentaire ». Mais surtout, ce sont les circonstances historiques dans lesquelles sont

intervenues ces politiques qui attirent l'attention des auteurs. Ceux-ci s'efforcent de répondre non seulement à la question essentielle de l'effet de l'ouverture sur le taux de croissance, mais à toute une série d'autres questions incontournables concernant l'emploi, la répartition, l'éducation etc.

Des résultats théoriques semblent vérifiés. La forte intensité en travail de l'industrie manufacturière a engendré le plein emploi à Hong Kong et à Singapour et, en règle générale, on peut considérer que l'exportation de produits manufacturés crée plus d'emplois pour le même montant de valeur ajoutée que la production de produits concurrençant les importations.

Comme d'autres études l'ont aussi montré, la croissance pourtant très forte n'a pas sensiblement accru les inégalités, au contraire, ce qui semble dû en grande partie à la généralisation de l'éducation.

Si les auteurs sont d'accord pour souligner le rôle essentiel de l'ouverture, plus problématique semble le débat sur la place respective des politiques monétaire et budgétaire. Faut-il pratiquer un taux d'intérêt élevé pour susciter l'épargne intérieure? Faut-il faire appel aux moyens de financement externe? Certains auteurs relèvent certaines incohérences dans les réponses données à ces questions.

Une dernière question d'importance est soulevée dans cet ouvrage, question qui était celle du colloque: l'expérience de ces pays peut-elle servir de « modèle » aux autres pays sous-développés? Certes, l'expérience de ces pays montre en quelque sorte ce que peut faire le libéralisme économique en matière de développement rapide, à un moment où les autres expériences, d'inspiration plus ou moins « socialiste », marquent le pas. Les auteurs expriment quant à eux une conclusion modérée. Comme le dit Anna Krueger: « Du fait que tant de caractéristiques uniques entourent les expériences de chaque pays, des généralisations ne peuvent être envisagées qu'après des délais très importants et beaucoup de recherches ». Mais elle insiste aussi sur le fait que la réussite d'une politique orientée vers l'exportation exige que soient prises un certain nom-

bre de décisions cohérentes et durables concernant les transferts de technologie, la suppression des contrôles directs de l'économie et des restrictions quantitatives sur le commerce extérieur, la dévaluation du taux de change jusqu'à un niveau réaliste...

Au total, un ouvrage extrêmement bien documenté où les contributions cherchent toujours à relativiser les expériences de ces pays en prenant en compte leur propre réalité. Mais on ne peut s'empêcher de penser que ce type de politique représente malgré tout une possibilité intéressante pour d'autres pays.

Bertrand NÉZEYS

U.E.R. d'analyse et de politique économiques, d'économétrie, de travail et de ressources humaines
Université de Paris I. Panthéon, Sorbonne

PÉREZ, Yves. *La dissuasion par les embargos: les embargos américains contre l'URSS et leurs conséquences sur les relations transatlantiques*, Paris, Centre interdisciplinaire de Recherches sur la Paix et d'Études Stratégiques (CIRPES), Coll. « Cahiers d'Études Stratégiques », no 9, 1985, 136 p.

Les embargos sont-ils efficaces pour dissuader les États contre lesquels ils sont dirigés de certaines actions ou politiques? Telle est la question posée par Yves Perez (Groupe de sociologie de la Défense à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales et CIRPES), à l'exemple des deux embargos récents contre l'URSS: l'embargo céréalier décidé après l'intervention des troupes soviétiques en Afghanistan, et l'embargo technologique sur les équipements destinés au gazoduc eurosibérien, postérieur à la « loi martiale » de décembre 1981 en Pologne. Dans les deux cas l'embargo fut proclamé par le gouvernement américain, qui demanda à ses alliés occidentaux de s'y associer. L'auteur se propose de démontrer l'efficacité très limitée de tels embargos, dont les répercussions politiques sur l'administration américaine elle-même, nullement unanime à ce sujet, et sur l'Alliance atlantique, globalement hostile à la notion d'« OTAN éco-

nomique », ont été finalement beaucoup plus fortes que les effets sur l'URSS elle-même. Cette démonstration a un volet normatif: elle invite à définir une politique de sécurité économique alternative, ainsi qu'une politique de dissuasion fondée sur la notion de « gage » opposée à celle de « *containment* ».

Les thèmes discutés par Yves Perez préoccupent assurément de plus en plus les Européens. Signalons qu'ils se retrouvent dans deux ouvrages récents, un livre du journaliste du *Financial Times* David Buchan (*Incidences stratégiques du commerce Est-Ouest*, coll. Hermès, Paris, Éditions Bosquet, 1985), et *La Drôle de Crise: de Kaboul à Genève 1979-1985*, Paris, éditions Fayard, 1986, par un collectif d'auteurs animé par Georges Sokoloff. Ce dernier ouvrage contient lui aussi une analyse de l'embargo céréalier (par Chantal Beaucourt) et de l'embargo anti-gazoduc (par Gérard Wild et Christian Lamoureux). À des degrés différents, les conclusions de ces auteurs rejoignent celles d'Yves Perez quant à la « désillusion » sur l'efficacité des embargos.

Le recours à l'arme économique n'est pas nouveau dans les rapports URSS États-Unis, et c'est George Kennan qui lança le premier en 1946 la définition de ce qu'allait être la stratégie de « *containment* » vis-à-vis de l'URSS, bien avant la création du Cocom (*Coordinating Committee for Multilateral Controls*, créé en novembre 1949 entre les membres de l'OTAN, plus le Japon), et l'adoption aux États-Unis du *Battle Act* (octobre 1951) étendant la notion de « bien stratégique » à ne pas exporter vers l'URSS. Dans le rappel de cette stratégie Y. Perez utilise largement l'ouvrage classique en la matière de Gunnar Adler-Karlsson, *Western Economic Warfare, 1947-1967* (Stockholm, 1968). Les chapitres suivants analysent l'embargo céréalier de 1980 et l'« affaire du gazoduc » (1981-1982).

La présentation de l'embargo céréalier fait appel à des sources presque exclusivement américaines; le lecteur se référera utilement aux nombreux travaux de Chantal Beaucourt, économiste du CEPII spécialiste des problèmes agricoles en URSS, et notamment au chapitre de l'ouvrage précité *La Drôle de Crise*, pour une analyse plus complète, en particulier de la